

LA TABLE ... UNE INTERFACE EFFICACE



Portrait de la Table de concertation du Vieux-Montréal
présenté au Bureau du patrimoine,
de la toponymie et de l'expertise
Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine
Ville de Montréal

2008-08-20

MBRODEUR CONSULTANT INC.
1512- 3600, avenue du Parc
Montréal (Québec) H2X 3R2
t. 514 609-4913

Je vous parle d'un temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître.

Le Vieux-Montréal au début des années 1990, contrairement à ce que chante Aznavour, n'accroche pas ses lilas sous les fenêtres, mais est plongé dans les affres d'une crise aussi normale qu'inconfortable. Pourtant, le quartier a survécu aux années 1950, les pierres ne se sont pas détériorées subitement, la croissance suit son cours, l'aménagement du Vieux-Port aussi bien que le 350^e anniversaire de Montréal ont agi comme autant de robustes fortifiants. Bref, que de bonnes nouvelles.

Vraiment ? En fait, le *Forum sur le tourisme et la qualité de vie dans le Vieux-Montréal*, qui se déroule le 5 novembre 1993, permet d'établir un consensus sur l'urgence d'agir : ça va mal dans le Vieux-Montréal, et même très mal. Une longue liste de problèmes est dressée, que l'on résume comme suit : comment inventer un tourisme compatible avec la qualité de vie? Et une solution s'impose d'elle-même, recouvrant un bon lot de frustrations accumulées: il est temps de s'asseoir pour discuter, en invitant à une même table les (trop ?) nombreux intervenants du quartier.

En janvier 1994 sont organisées 5 rencontres publiques pour donner lieu à la création d'autant de regroupements provisoires :

- L'Association des résidants du Vieux-Montréal;
- Le Regroupement des gens d'affaires;
- Le Regroupement des marchands;
- Le Regroupement des institutions culturelles et communautaires;
- Le Regroupement de l'industrie touristique.

À ces groupes sont ajoutés les pouvoirs publics les plus présents dans le quartier: la Ville de Montréal, la Société du Vieux-Port et le ministère de la Culture et des Communications. Enfin, les représentants des uns et des autres sont convoqués le 7 février 1994 par la SIMPA (la Société immobilière du patrimoine architectural de Montréal), très officiellement mandatée pour ce faire par le Comité exécutif de la Ville, pour une première réunion de la *Table de concertation tourisme et qualité de vie dans le Vieux-Montréal*.

L'objectif est d'établir des consensus sur les orientations, les interventions et les actions à mettre en œuvre pour une gestion et un développement harmonieux de l'arrondissement historique. Vaste programme et la tentative d'asseoir ensemble, sur une base régulière, des intervenants qui ont des points de vue divergents, est périlleuse. Qui aurait pu croire que, quatorze années plus tard, la Table serait toujours en fonction?

Autour de 1 000 pages de comptes rendus témoignent de son histoire, parfois houleuse, et que l'on pourrait résumer comme suit :

1. Les résidants ne veulent pas de bruit ou de lumière les empêchant de dormir la nuit et pas de fermeture de rues les empêchant de circuler le jour ou le soir; ce sont les plus vigilants et les plus revendicateurs...
2. Les commerçants veulent de l'animation mais pas n'importe laquelle. Il faut impérativement que les activités amènent des clients dans les boutiques et les restaurants. Et ils perçoivent tout le monde comme des compétiteurs potentiels face au portefeuille des visiteurs, que ce soit les artistes, les artisans, le Vieux-Port, les

- musées... ce sont les plus méfiants, certes, mais aussi les plus énergiques et les plus passionnés.
3. Les musées cherchent leur clientèle (mais où est-elle ???) et tentent de faire entendre leur voix sauf que la compétition est forte pour ce qui est du micro. Ce sont les plus flegmatiques, comme si la fréquentation de l'histoire rendait patient, et les plus créatifs.
 4. Le Vieux-Port ressemble au vieil oncle riche de la famille. Son problème consiste essentiellement à gérer le succès et à le faire durer. C'est l'intervenant capable de faire des compromis à toutes les réunions...ou presque.
 5. Les représentants touristiques sont enthousiastes et (presque) toujours positifs. À tout le moins plein d'espoir : ça ira mieux l'an prochain.
 6. Les représentants en patrimoine sont très concernés et (presque) toujours négatifs. À tout le moins inquiets : la situation ne peut qu'empirer.

Enfin, TOUS ont en commun de considérer que le Vieux-Montréal est sale, sombre, dangereux, bruyant, que les tournages cinématographiques sont dérangeants et, faut-il piétonniser la rue St-Paul ou pas, VOILÀ LA QUESTION...

Ce qui précède est une caricature? Certainement! Ce qu'il faut souligner, en revanche, c'est l'engagement de tous ceux qui siègent au fil des années à la Table, ainsi que l'incroyable bonne volonté qui transpire des comptes rendus. De fait, il semble y avoir un accord tacite quant à la participation à un véritable exercice de partage, certainement exigeant et contraignant, souvent frustrant, comme tout effort de conciliation.

Dans tous les cas, on reste abasourdi devant une telle somme : que de sujets abordés, que de dossiers investis, quelle énergie déployée, surtout, par les nombreuses personnes impliquées, au fil du temps, dans les assemblées.

L'histoire de la Table et de ses aléas mérite qu'on y consacre quelques pages en attendant le jour, qui sait, où un mémoire ou une thèse lui seront consacrées.

Histoire d'une Table

Naissance de la Table (1994-1996)

«Tout intervenant devra attendre d'être nommé par l'animateur avant de prendre la parole. Enfin, il sera inutile de répéter une idée plus d'une fois puisqu'elle sera notée dans le compte rendu dès sa première mention. On évitera une certaine lassitude et des débats trop longs.» 16 février 1994

Le 7 février 1994, la première réunion de la Table, où 21 personnes sont présentes, peut débiter lorsque les médias se retirent. Cela donne une idée du climat tendu qui règne alors. Il faut dire que les sujets de contestations, ou disons de tension, ne manquent pas. Les attentes sont élevées et pendant un peu plus de deux ans, on pourra craindre que la Table ne puissent passer aux travers de divers orages.

Le premier à gronder est l'impact du déménagement dans le Vieux-Port du volet extérieur du festival Juste pour Rire.

«Pas facile de partager le quartier avec un voisin tapageur» (dixit un article du Journal de Montréal, paru le 1^{er} février 1994).

Pour le moment, et durant quelques mois, le tapage se fera à la Table.

La Table tient donc une assemblée spéciale sur le sujet dès le 16 février 1994. Les services de la police de la CUM, de la prévention des incendies, la division du contrôle de la circulation des Travaux publics et le Service de la culture viennent présenter à la Table leur stratégie et les mesures visant à réduire les effets négatifs liés à la capacité portante et à la fragilité du site face à l'augmentation de la foule générée par l'événement.

Dans le débat qui suit, une question est posée :

«Qu'arrivera-t-il en cas de conjugaison des facteurs de :

- *Beau temps;*
- *Feux d'artifices;*
- *Week end;*
- *Vacances de la construction;*
- *Festival Juste pour rire?*

C'est le bordel, c'est le bordel! Répond le représentant du Service de la police de la CUM. Au-delà de 20 000 personnes, le quartier a atteint la saturation et il y a des débordements ailleurs.»

Rassurant, c'est le moins qu'on puisse dire!

La suite a toutefois démontré que le bordel appréhendé n'a pas eu lieu, l'un des facteurs énumérés n'ayant pas été au rendez-vous (le premier). N'empêche, la question du festival amène la formulation d'un «plan de gestion des impacts» qui ne se limite pas à cet événement

mais devient applicable à l'ensemble des situations. La formule de concertation des services municipaux et de la Table, les solutions imaginées et les alternatives trouvées à la circulation automobile serviront à d'autres occasions et pour d'autres événements spéciaux. La réflexion va donc se poursuivre, avec des acquis progressifs, au cours des années suivantes.

En tant que symbole majeur du patrimoine montréalais, le Marché Bonsecours constitue le second enjeu soulevé par la Table. L'avenir du Marché et sa vocation apparaissent comme une préoccupation capitale et tous se sentent interpellés. On tient au concept à trois volets : commercial, civique et culturel. La Table le rappelle sans relâche, notamment en faisant parvenir des lettres au maire de Montréal (le 9 mars et le 31 mai 1994). Il s'agit certainement d'un dossier «chaud» pour 1994, avec conférence de presse en avril et consultation publique en mai.

Un troisième sujet s'impose rapidement : les artistes et artisans des rues Saint-Amable et Saint-Vincent. On a constaté de nombreuses infractions, certes, mais dans la foulée, on souhaite aussi une reconnaissance officielle de la Ville du statut de «rue d'artistes» à ces rues.

Enfin, développer une vision partagée de l'avenir du Vieux-Montréal demeure le leitmotiv de la Table, même si le sujet a de la difficulté à dominer la mêlée. Voilà donc l'essentiel du menu de la Table en cette première année d'existence et on se demande, parfois, si le bébé est viable. La SIMPA consacre beaucoup d'énergie à différents soins intensifs, en convoquant la Table, en assurant son secrétariat, en lui trouvant un président, en agissant dans certains dossiers comme médiateur... Et peu à peu, un mode de fonctionnement s'installe.

Le principe d'un tour de table s'établit rapidement; l'activité des regroupements et associations (assemblées générales, élections, réunions, information et consultation, documents à déposer) est ainsi exposée à chaque rencontre, permettant de suivre, année après année, leur évolution.

Soyons francs : au début, tous semblent un peu se demander ce qu'ils sont venus faire dans cette galère : le sentiment d'appartenance avoisine le néant. On se méfie les uns des autres, on se demande si la Table est un piège pour noyer le poisson, si les participants ont un pouvoir d'influence véritable sur les décisions ou si c'est un simulacre de consultation.

Un flou artistique est aussi perceptible au niveau des rôles; la SIMPA parraine la naissance de la Table, c'est fantastique, mais elle est aussi partie prenante dans le dossier du Marché Bonsecours, ce qui rend plusieurs circonspects. Et puis, entre les membres délégués officiellement (comment le prouver?), les invités, les experts divers, les comités, on s'y perd un peu. Pas facile, enfin, de trouver une façon adéquate de composer avec la machine municipale, véritable hydre à plusieurs têtes.

«La Table de concertation doit être un lieu d'échanges et de consensus sur l'avenir du Vieux-Montréal mais quand on essaie d'en faire un lieu de gestion quotidienne du quartier, là on éprouve des problèmes sérieux» (le représentant de la Ville de Montréal, septembre 1994)

Ce questionnement et ces réflexions sont présents lors des trois premières années d'existence de la Table. Le tout amène rapidement un constat : la Table connaît des ratés dans son fonctionnement. Les règles du jeu doivent être les mêmes pour tous mais encore plus : il faut les préciser et que tous les acceptent avant de s'avancer trop loin dans la partie!

En juillet 1994, après une rencontre de 3h30 (excluant les pauses), le président décrète que ça suffit : avant une prochaine réunion, il rencontrera chacun des groupes afin de faire le point.

Cela donne lieu à 11 rencontres au cours de l'été 1994. En septembre, une série de propositions sont déposées quant aux modalités de réunions (durée, tour de table, etc.), à la représentativité des regroupements et au rôle de la Table. Concernant ce dernier point, une orientation globale est privilégiée : faire en sorte que la Table soit partie prenante dans le processus de planification du Vieux-Montréal (sans perdre de vue le quotidien, précise-t-on, mais en faisant en sorte de libérer la Table de ce «fardeau») et surtout : faire reconnaître au Vieux-Montréal un statut officiel et «particulier» par la Ville.

De tout ce remuage jaillirent surtout les plaintes... (7 août 1995)

L'an 2 de la Table, 1995, est marqué de soubresauts, de crises et de plaintes (ce mot devant aussi être compris dans son sens légal). Année difficile donc, mais où l'on remarque qu'une évolution s'amorce.

L'année est chargée en événements; les sociétés para municipales sont restructurées et le Bureau de promotion et de mise en valeur du Vieux-Montréal prend la relève de la SIMPA.

L'ancien représentant de la Ville à la Table, Marcel Caron, a préparé à la fin de l'année précédente un Plan d'opérationnalisation du Vieux-Montréal, véritable «Magnus Opus» (selon Thibodeau, mai 1995). C'est sur cette base que l'Association des résidents dégage des priorités qui seront exposées, lors de l'assemblée du 24 avril 1995, en même temps que celles des autres interlocuteurs à la Table. Ces listes sont éloquentes : on y trouve la base de ce qui constituera l'essentiel des préoccupations de la Table jusqu'à aujourd'hui, à l'exception près de quelques dossiers ponctuels. Ces préoccupations peuvent être regroupées en 3 grands thèmes :

1. La qualité de vie (propreté, sécurité, éclairage, stationnement, embellissement)
2. L'animation et l'accueil d'activités diverses (événements, tournages, fêtes et festivals, animation des rues, étalement de la saisonnalité)
3. L'accueil de visiteurs (la promotion, la signalisation, l'infrastructure d'accueil, l'accessibilité du quartier).

Curieusement, il est relativement peu question de préoccupations concernant le patrimoine, l'état des immeubles, des rues et des places publiques du Vieux-Montréal. Or, tant pour la Ville que pour le Ministère il s'agit de priorités et des millions y sont consacrés depuis la fin des années 1970. La Table permettra de faire converger les objectifs des uns et des autres et il sera intéressant de voir les interrelations se développer au fil des années.

Le Comité Vision, créé en mai 1995, se voit confier le mandat de préparer une synthèse des priorités déposées par les différents regroupements.

La Ville confirme par voie de communiqué, en mai 1995, «le rôle central de la Table de concertation comme lieu unique d'interface des relations entre tous les intervenants publics et privés» et ajoute qu'elle est absolument essentielle.

Bravo. Sauf que la Table, de son côté, traverse une nouvelle crise quant à son fonctionnement. Encore une fois, c'est durant la belle saison que le président fait ses mises au point. Il expédie une lettre à tous les regroupements en mai 1995 et indique que seuls ceux qui auront répondu

à ses questions (essentiellement sur la représentativité des regroupements et leur mode de fonctionnement) seront convoqués à la prochaine réunion de la Table.

Quatre regroupements sur cinq y répondent (les Résidants, les Commerçants, les Gens d'affaires et l'Industrie touristique). Le regroupement des institutions culturelles et communautaires n'ayant pas répondu, il est absent de la réunion et le restera jusqu'au 18 mars 1996.

L'assemblée du 7 août 1995 est mémorable. C'est la première rencontre où Gilles Morel est présent, en tant que représentant de la Ville et secrétaire du comité de coordination du Vieux-Montréal. Il expose le cadre d'intervention mis en place par la nouvelle administration municipale en ce qui concerne le Vieux-Montréal :

- Création d'un comité de coordination au printemps 1995, où doit siéger le Bureau de promotion et de mise en valeur du Vieux-Montréal ainsi que divers services municipaux;
- Renouvellement de l'entente MCC/Ville pour 1996-1998;
- Élaboration d'une vision du développement du Vieux-Montréal, un document de discussion devant être déposé à la Table au début de l'automne pour une adoption en décembre 1995.

Le nouveau cadre d'intervention semble avoir donné un nouveau ton aux assemblées, réglé quelques débats, dissipé les nuages les plus menaçants. Dorénavant, on fait le point à chaque rencontre sur les dossiers touchant le Vieux-Montréal, donnant ainsi aux participants une réelle information sur ce qui se passe et donnant à tous l'impression d'une plus grande transparence de la Ville. Par ailleurs, l'imputabilité est devenue plus claire, les directeurs des services municipaux étant présents au comité de coordination.

Le 20 novembre 1995, Mme Éloyan souligne que :

«L'existence de la Table de concertation est un élément clef dans le succès du projet et que le développement et le maintien d'un équilibre reposent en grande partie sur la capacité de la Table de dégager avec l'Administration des consensus et surtout, d'en assurer les ajustements constants nécessaires.»

De fait, on note une satisfaction certaine et les réunions se déroulent désormais dans un climat plus harmonieux. En témoigne le premier numéro du bulletin d'information de l'Association des résidants du Vieux-Montréal, *Avec une brique et un fanal*, en novembre 1995 :

«On peut affirmer, d'ores et déjà, que les positions de l'ARVM sont de plus en plus écoutées et comprises, tant à la Table de concertation qu'auprès des élus dont certains l'ont invitée à des rencontres d'échanges. L'arrivée de nouvelles fonctions et de nouveaux venus dans les structures municipales, plus spécialement chargées des services dans le Vieux-Montréal, nous permet d'établir avec ces responsables des relations promettant d'être fructueuses et poursuivies dans un esprit de dialogue et de compréhension mutuelle.»

Oui, c'est la lune de miel. Et le renouvellement de l'entente, avec des investissements prévus de 30 millions dans le Vieux-Montréal au cours des 4 prochaines années, annoncé par Pierre Bourque et Louise Beaudoin, semble la cerise sur le gâteau.

L'année se terminerait en beauté, avec le dépôt du document préparé par le Comité Vision, sans la situation problématique des tournages cinématographiques, qui font l'objet d'une réunion spéciale le 11 décembre 1995.

L'année 1996 démarre bien. De fait, on peut parler d'un premier cycle complet de fonctionnement véritable, à l'image de ce qui se fera pendant plusieurs années. Tour de table substantiel, présentations thématiques, revue des principaux dossiers, événements et chantiers dans le Vieux-Montréal, bref on assiste à un mélange assez dense, mais somme toute efficace, d'échanges et de discussions portant à la fois sur des sujets de fonds et sur des éléments plus ponctuels.

En janvier et février, il est principalement question des énoncés d'orientations de la Ville pour le Vieux-Montréal, déposées et discutées par la Table. L'idée d'un colloque sur le sujet fait son chemin (il aura lieu en mai), alors qu'un énoncé de mission pour la Table est en cours d'élaboration.

Les choses vont donc rondement. Cependant, l'atmosphère est perturbée par les irritants habituels : les festivals, les tournages, le Marché Bonsecours, autant de sujets qui échauffent les esprits. Dans ce contexte fragile, face à des fantômes qui ne sont pas encore exorcisés, loin de là, le processus de réflexion sur la mission et les principes de fonctionnement de la Table avance difficilement. Une crise majeure se produit en août 1996, autour du débat occasionné par l'îlot St-Louis, où la démolition de certains bâtiments est prévue avec, en prime, des travaux prévus par la pétrolière Esso. La présence (et l'absence) de certains intervenants met le feu aux poudres. Cette crise a des effets majeurs, à tel point que le président de la Table remet sa démission en octobre 1996, le comité Vision (aussi appelé comité aviseur) est dissous (ce qui a pour heureuse conséquence de ramener à la Table une représentation officielle des organismes en patrimoine) et enfin, le rôle de la Table et celui de son président sont revus ainsi que son fonctionnement.

Les joueurs sont épuisés. Il est temps de passer à la mi-temps. Mais auparavant, ouvrons une parenthèse toute politique.

Parenthèse politique

La Table doit-elle jouer un rôle politique actif? Les deux premières années, c'est effectivement ce qu'elle tente de faire.

Ainsi, en 1994, plusieurs lettres sont envoyées au maire. Or, les interventions isolées des regroupements ou individus, en plus des prises de position officielle de la Table, sèment la confusion. De fait, les membres de la Table ne font pas encore confiance en cet outil de représentation qu'est la Table, dont la crédibilité est mince, il faut le dire. Par ailleurs, une certaine confusion règne entre les membres et les invités... Et enfin, le représentant de la Ville, M. Caron, n'a pas encore la confiance du groupe en tant que porte-parole de l'Administration municipale. Et pourquoi, au juste, s'empêcher de s'adresser au niveau politique? Après tout, la Table est bien née d'une volonté d'amener un véritable engagement politique envers le Vieux-Montréal... Comment établir un dialogue avec la Ville de Montréal, quelle base sera efficace, quel interlocuteur ?

Le 26 septembre 1994, une résolution demandant à la Ville de reconnaître le caractère particulier du Vieux-Montréal est adoptée. Le fait d'interpeller tout de go et très officiellement la Ville de Montréal crée un fort malaise chez divers membres de la Table, notamment le Ministère et la SIMPA.

Le fait de lancer un ultimatum au maire Doré en octobre, assorti d'une menace d'en appeler aux médias, n'arrange pas les choses et laisse songeur. Il faut se rappeler que la Ville a non seulement soutenu activement la création de la Table et son fonctionnement, via la SIMPA, mais qu'elle y prend une part active aux travaux en y déléguant un représentant permanent en la personne du coordonnateur de l'arrondissement Ville-Marie.

De toute évidence, la Table tente de tirer parti d'un contexte favorable à un bras de fer, soit la période d'élections municipales. La Table reçoit effectivement de longues lettres (4 pages) aussi bien de Pierre Bourque que de Jean Doré. Une réunion d'urgence de la Table et un débat des chefs portant sur le Vieux-Montréal ont lieu dans la foulée.

Le 20 novembre 1995, Noushig Éloyan, qui assume la direction politique du Vieux-Montréal, vient présenter un nouveau cadre de gestion et d'intervention dans le Vieux-Montréal, et souligner que :

«cela confère, à toutes fins pratiques, une sorte de statut particulier au Vieux-Montréal en mobilisant la direction des services afin que la priorité Vieux-Montréal soit portée au plus haut niveau de l'administration publique montréalaise.»

La Table n'en a pas fini avec sa correspondance de haut niveau. Le 10 avril 1995, le président écrit cette-fois au premier ministre de l'époque, monsieur Jacques Parizeau, afin de lui demander l'accréditation du Musée d'histoire et d'archéologie de Pointe-à-Callières. Le tout, cette fois, sur un très officiel papier à en-tête de la Table, comportant en bandeau la liste de ses membres. Y compris le ministère de la Culture et des Communications, de qui relève justement les accréditations des musées et centres d'exposition! On comprendra la très légère irritation des représentants du ministère, qui se retrouvent pour le moins en position délicate.

Ces faux-pas auront ceci de bon : ils alimenteront divers questionnements fondamentaux, notamment sur le fonctionnement de la Table et sur son rôle. La correspondance sur papier à lettre personnalisé à l'effigie de la Table cesse en 1997 (les regroupements écriront en leur nom propre). Durant les années qui suivent, un jeu politique plus subtil va s'instaurer entre la Table et la Ville de Montréal. Au fur et à mesure que la collaboration s'accroît entre la Table et les divers services municipaux, le besoin de recourir à des pressions politiques s'estompe. Par ailleurs, la crédibilité de la Table va croissant, notamment après 2000. Un dialogue s'instaure donc entre les parties, faisant en sorte que la relation est désormais équilibrée et sans rapport de force excessif. Tous ont gagné au change.

Une mi-temps périlleuse pour la Table: les années 1997 à 2001

L'année 1997 débute dans le bonheur. À l'assemblée du 20 janvier, la première sur la douzaine prévue, tout le monde se dit heureux ou même très heureux. Un nouveau président est en fonction dès janvier alors qu'un nouveau regroupement s'est joint aux assemblées : le Regroupement des organismes en patrimoine. De son côté, le Regroupement des intervenants culturels est relancé. L'année sera fructueuse et, effectivement, très positive: un travail colossal sera effectué et on peut dire que, pour la première année complète, la Table a trouvé son rythme. Les comptes rendus en témoignent car ils ont littéralement fondu et ne comportent plus que 5 ou 6 pages, sans lettres, articles ou autres éléments spéciaux en annexe!

La publication d'un numéro spécial de la revue *Continuité* au printemps 1997, portant exclusivement sur le Vieux-Montréal, vient confirmer de façon éloquente la renaissance du quartier et donne une belle visibilité à ceux qui y ont contribué et à leurs réalisations. La Table y a sa place, bien justifiée, avec un article du directeur du Bureau de promotion et de mise en valeur du Vieux-Montréal, Roch Poirier, dressant un premier bilan. Une année souriante donc, comme en témoigne les mines heureuses des quelques membres de la Table qui sont photographiés pour l'article, et il y a de quoi être fier, effectivement.

L'année suivante comporte encore plus d'une dizaine de rencontres. La première réunion n'aura pas lieu avant le 16 février en raison du verglas. On évoque les dommages aux bâtiments patrimoniaux et on pense à un plan d'urgence pour le déneigement des toits lors de situation de crise.

Une fois la routine retrouvée, 1997 est une année où l'on a l'impression d'avoir terminé un cycle, d'avoir bouclé la boucle : le Festival Juste pour rire n'est plus présenté dans le Vieux-Port et retourne à son lieu d'origine; il y a à nouveau des élections municipales, le Ministère et la Ville négocient un nouveau prolongement de leur entente, cette fois d'un an. Et surtout, la version préliminaire du rapport final du Plan d'action du Vieux-Montréal est présentée par le Bureau de promotion le 15 juin. La Table avait été associée à la réflexion à l'automne 1997 et elle reçoit le document de façon positive. Il est convenu que le Plan d'action sera déposé au Conseil municipal en septembre.

La Table est maintenant pleinement efficace et fonctionne à plein régime. Au fil des assemblées, on passe donc en revue de nombreux chantiers : la réhabilitation du Marché Bonsecours, le Plan lumière pour la rue de la Commune, la rue Saint-Pierre et la place Jacques-Cartier, la démolition du tunnel Gosford et la reconfiguration de la rue Saint-Claude, la restauration de la place Jacques-Cartier, la réfection de la rue Notre-Dame, etc. Le site web du Vieux-Montréal devient opérationnel, alors que de nouveaux projets émergent : on commence à évoquer un futur Centre des sciences et des technologies au Vieux-Port, une Cité du Multimédia...

Le processus d'information et de consultation de la Table est dorénavant rôdé et les services municipaux concernés, souvent accompagnés des consultants, viennent présenter et discuter les différents concepts. Le projet d'aménagement de la place D'Youville est-il le premier «success story» de la Table? Il est certain que, pour la première fois, le compte rendu d'une réunion mentionne clairement que «des changements ont été apportés au plan d'aménagement préliminaire (...) à la suite des commentaires reçus des riverains et des associations concernées.» (assemblée spéciale du 1^{er} juin 1998).

Le ministère de la Culture et des Communications accepte pour sa part la demande de la Table pour une plus grande transparence quant aux projets pour lesquels il reçoit une demande d'autorisation et l'affichage de ces derniers AVANT qu'une décision soit prise. En mars 1999, l'affichage du concept d'aménagement du Jardin Ramezay sert de projet-pilote.

Une année tranquille malgré qu'on discute ad nauseam de cette fameuse question: piétonnise-t-on, ou pas, la rue Saint-Paul ? On ne serait pas dans le Vieux-Montréal sans un peu de controverse. Cette fois, le rififi vient d'un projet de construction d'une quarantaine de condos sur l'îlot Rasco, présenté dès le début de l'année. À la suite des commentaires de la Table, la hauteur du projet est réduite, le nombre d'unités passe à 36, etc. Mais le différent se situe ailleurs pour certains membres, qui contestent la vocation même du site : ne serait-il pas préférable de NE PAS construire et d'en faire un lieu de détente, un parc ? La controverse éclate en août et, comme toujours, ramène l'épineuse question du fonctionnement de la Table et le fait qu'elle n'est pas un lieu décisionnel. Deux réunions seront par la suite consacrées au projet et... au débat qu'il suscite. Il apparaît bientôt que, dans l'ensemble, on trouve une large majorité de personnes qui ne sont pas vraiment entièrement tout à fait contre le projet en soi, ou encore ne se reconnaissent pas la compétence pour en juger...

Bref, consensus est plutôt fait, encore une fois, sur la nécessité de réfléchir au fonctionnement de la Table! Un groupe de travail sera donc formé sur cette question en octobre.

Avec tout ça, on n'a pas eu le temps de parler en 1998 des tournages cinématographiques et des inconvénients reliés aux grands événements. Ce n'est que partie remise... il faut bien se garder des dossiers stimulants pour 1999, même si la Table diminue alors de moitié le nombre de ses rencontres. Ce sera désormais un rythme de 6 assemblées par an, plutôt que 12 ou 13.

Sinon, en cette dernière année du premier millénaire, les choses vont plutôt bien pour le Vieux-Montréal. On assiste à un boom immobilier dans la partie ouest du quartier. Le programme de soutien au développement à la petite et moyenne hôtellerie est un succès et attire les investisseurs. L'achalandage hivernal est à la hausse, l'été est beau et chaud, la Fête nationale est célébrée dans le Vieux-Montréal et une fréquentation exceptionnelle est enregistrée dans le Vieux Port, avec plus de 6 millions de visiteurs. On note avec surprise que tout va bien, et même que «les plaintes sont pratiquement nulles!» Les résidents ont bien eu quelques craintes, pourtant, au printemps, et ont rappelé au Vieux-Port que l'intensité des microphones utilisés par les chanteurs était vraiment trop forte. Qu'à cela ne tienne, le Vieux-Port installe des «décibellomètres» et indique que des permis seront annulés s'il y a récurrence!

L'année 2000 est marquée par un fléchissement de l'intérêt des membres. Si le Vieux-Montréal est plein (pour la première fois, le quartier ne s'est pas vidé durant le Festival de Jazz et le Festival Juste pour rire et tout cela, malgré un été maussade) les chaises de la Table sont à moitié vides.

Un document de réflexion sur le fonctionnement de la Table est déposé par son président, Jean Pelletier, le 12 juin 2000 : «Il fait remarquer qu'il n'y a ce soir qu'une dizaine de présences dans l'assemblée, ce qui signifie que le sentiment d'appartenance est à la baisse». Effectivement, on note une indifférence générale pour le sujet et chacun retourne vaquer à ses activités...

Sinon, ce sera l'année des projets pilotes : projet pilote pour définir un code d'éthique pour les tournages, projet pilote sur les autobus touristiques entre le 15 mai et le 31 octobre, projet pilote sur la prostitution et... projet-pilote intitulé «Une île, une ville».

La Table reste moins fréquentée une partie de l'année 2001. Ce n'est pas faute de projets intéressants : entre autres, une étude sur la problématique hivernale est réalisée et deux projets d'aménagement sont soumis à la Table pour commentaire : le square Dalhousie et une deuxième partie de la place D'Youville.

On fête le Tricentenaire de la Grande Paix de Montréal, ce qui ne se reflète pas nécessairement à la Table, où on note quelques hostilités. C'est une année difficile pour la cohabitation Vieux-Port et Vieux-Montréal. L'installation d'un écran lumineux pour le Centre ISCI (pour des fins d'éducation et non de promotion, bien entendu) irrite les résidants. La réduction de la luminosité de 90 % et la mise en veille de l'écran à partir de 18h00 apaisera (un peu) les esprits jusqu'au prochain heurt, qui se produira à l'été, avec la présentation de séances de cinéma en plein-air. Mais on ne peut qualifier le Vieux-Port de mauvais citoyen; que d'efforts de conciliation! On tourne les écrans vers le nord, les micros aussi, on étudie la sonorisation afin d'atténuer l'impact du bruit sur les résidants..

Par ailleurs, le programme pour la petite hôtellerie a généré une véritable infrastructure hôtelière dans le Vieux-Montréal. D'ici peu de temps, on notera des effets positifs (animation du quartier à l'année, activité commerciale stimulée, etc.). Mais d'ores et déjà, on mentionne l'intérêt d'avoir un regroupement des hôteliers du Vieux-Montréal : le 20 décembre 2001, le Regroupement des gîtes, auberges et hôtels du Vieux-Montréal est officiellement créé.

Entre la jeunesse et la sagesse : les années de maturité de la Table (2002-2008)

Les années 2002 et 2003 se ressemblent. Alors qu'une réorganisation est en cours à la Ville de Montréal suite aux fusions municipales, la Table revient essentiellement à ses vieux démons : la circulation, le stationnement, la piétonisation de la rue Saint-Paul, la propreté du quartier et la collecte des déchets, les fermetures de rues, les autobus touristiques... différents épouvantails qui demeurent, hélas, d'actualité.

Toutefois, ces années voient surtout aboutir un conflit récurrent depuis les débuts de la Table, entre des frères jumeaux mais concurrents, les commerçants de l'est et ceux de l'ouest.

En 2002, le nerf de la guerre est la création d'une véritable société de développement commercial (SDC); la question du territoire qui serait sous sa juridiction est cruciale.

En 2003, le leadership d'Anne de Shalla est déterminant et elle déploie beaucoup d'énergie pour faire avancer le dossier, déposé en mars au Conseil municipal. Le territoire visé n'inclut que l'arrondissement historique mais les commerçants de la Cité du Multimédia et ceux du Vieux-Port pourront devenir membre sur une base volontaire. Le nombre d'opposants au projet apparaît bientôt comme supérieur à ceux qui y sont favorable. On assiste donc à un revirement majeur de situation en septembre; cette fois, c'est l'Association des commerçants de l'ouest qui dépose un projet de SDC pour le Vieux-Montréal à la Ville. L'intérêt supérieur des commerçants fait en sorte que tous se rallient et appuient la démarche. En janvier 2004, la SDC est constituée et les membres de son C.A. sont élus. Les années qui suivent montreront une belle maturité et une plus grande cohésion du groupe des commerçants, du moins c'est l'impression que donnent les comptes rendus. De fait, de nouvelles préoccupations vont émerger au cours des années suivantes, démontrant un plus grand souci de la collectivité (la propreté, la sécurité). La concertation avec les intervenants culturels semblera aussi plus facile et des projets conjoints seront initiés.

L'année 2004 constitue donc une sorte de moment charnière : la Table peut s'enorgueillir d'avoir franchi avec succès le cap des 10 ans d'existence. C'est l'âge des regroupements et si les commerçants ont réussi à donner une nouvelle envergure à leur alliance, les résidents ont poursuivi quant à eux sans relâche leur implication dans leur association. Le Conseil du patrimoine assiste dorénavant aux assemblées. La 8^e Conférence mondiale des villes historiques, qui a eu lieu en octobre 2003 a, par ailleurs, permis au Regroupement des organismes culturels de présenter le partenariat qui s'est développé dans le Vieux-Montréal pour l'animation et l'interprétation du quartier. Ce type de partenariat avec le milieu est assez inusité et le fait de l'avoir exposé à des visiteurs internationaux suscite une fierté justifiée.

Enfin, l'entente entre la Ville et le Ministère célèbre ses 25 ans cette année; belle occasion de mesurer le chemin parcouru, le nombre et l'envergure des projets réalisés et la métamorphose du Vieux-Montréal depuis les années 1970. Un bilan s'impose et il est, certes, très impressionnant.

Le moment étant jugé opportun, le président de la Table, Jean Pelletier, ressort ce fameux document sur la structure, le mandat et la portée de la Table; pourquoi ne pas profiter de ce second souffle, du fait que de nombreux représentants sont nouveaux, pour mettre à jour la réflexion?

C'est une bonne idée sauf que... la Table ne semble pas fonctionner si mal que cela puisque les mois passent sans qu'il en soit question à nouveau. En octobre, Jean Pelletier quitte, après cinq années de présidence. Anita Ramacière est nommée comme remplaçante. Elle indique alors qu'il faudra revoir le format des fameux tours de table et les alléger en distribuant autrement l'information factuelle pour s'assurer que les réunions se terminent à 20h00. Les réunions ne comporteront dorénavant qu'un seul sujet d'importance. De fait, la Table est devenue très efficace; ils sont loin, les débats houleux des années 1990 et les comptes rendus de 17 pages!

La crédibilité de la Table est maintenant solidement établie. En 2005, trois organisations solliciteront d'ailleurs la permission de s'y joindre, gonflant les rangs de nouveaux joueurs de haut calibre : la Société du Palais des Congrès de Montréal, la Société du Havre et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Le 20 mars 2006, on rappelle que le Vieux-Montréal s'était doté d'un Plan d'action en 1998. Où donc en est le quartier aujourd'hui?

La discussion qui suit est passionnante. En vrac, on évoque le fait que oui, tout est en progression dans le quartier (résidants, commerces, touristes, hôtels), les immeubles et places sont bien conservés et mis en valeur, mais qu'en est-il de la qualité de vie? Est-elle en progression? Le quartier s'est beaucoup «gentrifié»; se soucie-t-on de le garder ouvert à l'ensemble des montréalais?

Une démarche de réflexion est initiée pour mettre à jour la vision de développement du Vieux-Montréal. Deux groupes sont constitués : les sages et la 2^e génération. En tout, près de 40 personnes se rencontrent à de multiples reprises. En mars 2007, un premier rapport des travaux est déposé à la Table. La prochaine étape est de proposer une vision autour de laquelle on convient qu'il faut réunir le plus large consensus. En octobre, c'est chose faite et le document «Le Vieux-Montréal 2017» est déposé. La réflexion est articulée autour de trois grands enjeux :

- L'art de vivre (équilibre et harmonie entre les diverses fonctions et activités présentes dans le quartier);
- Une compréhension significative de l'histoire;
- Un cadre précis pour intégrer la vitrine de la modernité.

Le document doit servir à lancer une discussion qui sera largement ouverte, y compris aux gestionnaires et responsables à divers niveaux du quartier dans l'administration municipale et gouvernementale. Ultimement, c'est un Plan de développement du Vieux-Montréal 2017 que l'on souhaite formuler. Parallèlement à cette démarche de fond, la Table a poursuivi ces dernières années les différents chantiers amorcés, parfois depuis une bonne dizaine d'années, sinon plus. De fait, on peut noter un regain d'activités pour ces «vieux» irritants et, dans plusieurs cas, il semble que le moment est mûr pour en arriver à des solutions durables.

Effectuons donc un petit tour d'horizon de ces grands dossiers, ceux qui ont tenu en haleine la Table pendant de très longues années, si ce n'est depuis ses débuts.

Les grands dossiers

1. Un festival de... fermeture de rues!

La question des festivals et grands événements constitue, d'une certaine façon, le «Big Bang» à l'origine de la création de la Table. L'univers Vieux-Montréal étant en expansion depuis le Festival Juste pour rire dans le Vieux-Port, c'est une pléthore d'événements qui seront organisés dans le quartier à partir de 1994. La liste laisse pantois. Qu'on en juge : rien qu'en 1996 on aura droit au Tour de l'île (2 juin), à la Carifesta (29 juin) au Festival Juste pour rire (17 au 25 juillet), au marathon de Montréal (septembre), et j'en passe.

Festival de la santé, Fête nationale, Fête du Canada, Bal du 31 décembre, Festival des mordus de la Formule 1, Montréal en lumière, Mosaïcultures, Féria du Vélo, OutGames, La Grande Mascarade, Flora... tout cela, sans compter l'animation organisée par les intervenants du quartier. On peut comprendre qu'une certaine exaspération s'installe.

De fait, depuis l'instauration de la Table, il n'y a pratiquement pas une année sans que le sujet des fermetures de rues ne soit remis sur le tapis.

En août 1995, on tient même une réunion spéciale sur le sujet : on se prononce clairement contre «les fermetures sauvages de rues»!

Un an plus tard, à la suite de la formation d'un groupe de travail sur le sujet, un rapport est déposé et entériné par la Table, avec diverses recommandations au sujet des événements spéciaux et des fermetures de rues. Les conclusions sont simples et on est loin de la langue de bois :

- Interdire toute fermeture de rues lors des fins de semaine liées à la Fête de la Saint-Jean, à la Fête du Canada et à la Fête du travail;
- Se concerter avec les citoyens;
- Accorder une attention particulière aux fermetures des accès du quartier;
- Préserver l'accès aux stationnements hors rues.

Les années suivantes révèlent un problème endémique; au fur et à mesure que la notoriété du Vieux-Montréal augmente, de grands événements y sont de plus en plus fréquemment organisés, avec leur lot de désagréments.

La question du partage de l'espace public devient l'un des enjeux les plus importants du Vieux-Montréal. La Table de concertation participe à l'exercice de réflexion pour tenter de diminuer les impacts négatifs, notamment en collaborant en 2003 avec le Service de la culture, sports et loisirs et développement social de l'arrondissement de Ville-Marie. Un «Énoncé de principe, Gestion des événements sur le domaine public dans le Vieux-Montréal» est finalement entériné en 2004. Depuis, la Table reste vigilante sur cette question.

2. La circulation et le stationnement

La circulation et le stationnement sont des sujets récurrents à la Table. Ils sont le plus souvent liés à diverses problématiques : les grands événements, les tournages, les autobus touristiques, la piétonisation de la rue Saint-Paul. À partir de 2002, ces sujets deviendront, en soi des priorités. Une parenthèse : petit problème dans un univers complexe, la question des calèches revient régulièrement dans les comptes rendus de la Table : ainsi, en septembre 2004, la représentante de l'Association des résidants, dit avoir rapporté de voyage «de belles photos de calèches et de poubelles»! Après cinq ans de travail, un comité est finalement mis sur pied pour mener des études «actives» sur la question des calèches.

En 2006 et 2007, les questions des accès au Vieux-Montréal, de ses liens avec le centre-ville, sont devenues des enjeux majeurs. On évoque à plusieurs reprises un système de navettes à mettre en place durant l'été. Pour la Société du Havre, il est clair que l'implantation d'un tramway le long de la rue de la Commune devrait être prioritaire dans tout projet d'implantation de ce dernier à Montréal.

En novembre 2007, un ambitieux *Plan de transport intégré pour le Vieux-Montréal* est présenté à la Table pour consultation par le Bureau du patrimoine, de la toponymie et de l'expertise. La proposition est le fruit d'une collaboration entre divers intervenants et comprend cinq grandes mesures touchant la signalisation des stationnements, l'accessibilité du quartier, de nouveaux circuits d'autobus et des débarcadères pour les autobus touristiques. Enfin, de nouveaux trajets seront offerts aux calèches et le nombre de permis sera réduit de 48 à 35.

Mais c'est la question de la piétonisation de la rue Saint-Paul qui, dans ce Plan, suscite les débats les plus animés.

Piétonne ou pas, la rue Saint-Paul?

3. Les autobus touristiques

Les autobus touristiques : s'il y a un problème posé par le tourisme, celui-là en est bien le plus bruyant et désagréable symbole! On en cause dès les premières années de la Table avec diverses récriminations : il n'y a pas assez de stationnements disponibles pour eux, les moteurs sont continuellement en marche (nous sommes avant l'Accord de Kyoto et l'essence à 1,50 \$ le litre. Est-ce encore le cas aujourd'hui?) et enfin, la durée de visite n'est pas assez longue pour que les visiteurs puissent aller au restaurant!

En mars 1996, diverses solutions sont évoquées : aménagement d'un stationnement sous l'autoroute Bonaventure, installation de parcomètres pour autobus le long de la Commune et Saint-Antoine, débarcadères devant la Basilique Notre-Dame, ce ne sont pas les idées qui font défaut.

En 2000, un projet pilote est réalisé entre le 15 mai et le 31 octobre, après consultation des guides et des agences réceptives. Les autobus ne sont plus autorisés à stationner devant la Basilique. Une zone de débarcadère et d'embarquement est mise en place autour de la Place d'Armes et la Ville en réglemente l'usage. Malgré tout, en 2002 et 2003, le problème est

toujours aussi vif et les assemblées de la Table en témoignent. Aucune réglementation sur la circulation des autobus n'existe et, selon certains, la situation empire. La représentante des résidants indique que la situation la plus problématique est celle de la rue Saint-Sulpice, en raison de son étroitesse et du fait qu'on y trouve de nombreux résidants. En dépit de la sensibilisation faite auprès des opérateurs et conducteurs, les moteurs tournent encore à l'arrêt et bref, la situation est encore négative.

En 2004, on annonce que ce sera le grand dossier de l'année. La Table se rend à Québec afin d'observer comment se fait là-bas la gestion des autobus (c'est beaucoup mieux pour les autobus mais la Table de concertation fait des jaloux car il n'y a pas d'équivalent à Québec, lalalère!). Une étude est prévue pour le courant de l'été. On veut évaluer les accès, les routes utilisées, les stationnements, etc.

En mars 2007, ce dossier est intégré dans une réflexion globale sur le transport dans le Vieux-Montréal. Dans le *Plan intégré de transport pour le Vieux-Montréal*, comme on l'a vu, les autocars de tourisme font l'objet de mesures appropriées de contrôle, d'acheminement, de stationnement hors rue et débarcadères.

Le dossier semble en route pour une solution.

4. La propreté

La propreté laisse à désirer dans le Vieux-Montréal. Si un sujet fait consensus, c'est bien celui-là. On en convient donc au cours des premières années d'existence de la Table, mais c'est loin d'être une grande préoccupation. En 2002 toutefois, les résidants rapportent à la Table que la situation se détériore : odeur des chevaux, poubelles (et parfois bacs à fleurs jonchés de déchets) qui débordent, horaires de collecte des déchets qui posent problème (le soir, alors que les clients sont attablés aux terrasses). Ce fameux horaire reviendra sporadiquement sur le tapis. Dans l'ouest, par exemple, l'horaire sera déplacé du soir vers le jour. Or les gens vont se mettre à sortir leurs déchets trop tôt, soit la veille au soir, au moment où les promeneurs flânent dans les rues...

À partir de 2004, la malpropreté se hisse au rang d'irritant majeur. Il faut dire que le problème n'est pas unique au Vieux-Montréal, bien que l'odeur des calèches y contribue de façon originale. En 2004 donc, Tourisme Montréal sonne l'alarme et son président directeur général, Charles Lapointe, fait de la propreté et de l'entretien son cheval de bataille. La Ville, de son côté, prépare un protocole sur le sujet. En 2005, la Table prend les choses en main et plusieurs actions sont entreprises, chacun considérant qu'il peut contribuer à améliorer la situation. En mars 2006, Benoît Labonté, maire de l'arrondissement Ville-Marie, participe à une assemblée de la Table et résume ainsi les choses : «Il ne faut pas s'attendre à ce que la situation, qui a pris cinq ans à se dégrader, redevienne impeccable en un clin d'œil.» Il ajoute que «la ville travaille à ce que les cols bleus aient une meilleure productivité et l'arrondissement se dotera d'un règlement sévère pour punir les citoyens fautifs.»

En 2007, on signale à la Table que les graffitis sont en hausse dans le Vieux-Montréal. C'est aussi le cas du crottin, qu'il soit de cheval ou de chien, peu importe. Bref, on ne crie pas encore victoire dans le Vieux-Montréal, loin de là, même si le quartier est un peu plus propre, de l'avis de tous.

5. Criminalité, sécurité et itinérance

Le Vieux-Montréal est-il un quartier sécuritaire? On peut en douter, selon certains comptes rendus (on s'inquiète même, à mots couverts, de la présence du crime organisé dans le Vieux-Montréal) et le fait que, dès la deuxième rencontre de la Table, les «forces policières» sont présentes. D'ailleurs, la deuxième «prise de position officielle» de la Table, en juin 1994, portera justement sur ce sujet :

«La Table de concertation réclame une présence policière plus accrue de midi à trois heures le matin».

Il faut dire que cela suit la présentation, par les résidants, d'un vidéo tourné à l'été 1992. On y voit une version locale de la Formule 1, soit une course d'accélération automobile sur la rue Saint-Paul entre la place Jacques-Cartier et le boulevard St-Laurent, avec moult commentateurs et spectateurs, au point que, ma foi, on dirait un événement dûment organisé. De fait, il faudra attendre longtemps après les premiers appels à la police pour que celle-ci se pointe et disperse la foule...

À l'insécurité s'ajoute bientôt la présence grandissante des itinérants. En janvier 2005, à la suite d'une rencontre entre l'Association des résidants et l'Accueil Bonneau, on signale toutefois que «beaucoup de barrières sont tombées».

À partir de 2002, les commerçants signalent une recrudescence du vandalisme et la criminalité est en hausse dans le quartier : vols de voiture, bris de vitrines, épidémie de vols «à la pige» (sont-ce des travailleurs autonomes?). Doit-on considérer cela comme la rançon du succès, puisque le quartier est de mieux en mieux fréquenté, notamment par la clientèle aisée des hôtels, qui se multiplient?

Comme souvent, le Vieux-Montréal jouit à Montréal d'une originalité toute historique et ce, même en matière de vol; en 2006 on fait état d'un engouement des voleurs pour.... les plaques commémoratives!

Ne reculant pas devant le défi, le poste de quartier confirme à la Table, en mai 2007, qu'il y aura deux policiers à vélo affectés au Vieux-Montréal. D'autre part, il y aura cette année «un policier dont l'attention sera tournée vers les touristes».

La Table est complètement rassurée, à n'en pas douter.

6. Quand le Vieux-Montréal devient Hollywood...

En mai 1994, André Lafond, du Bureau du cinéma, assiste à une première assemblée de la Table de concertation. Il est probablement loin de se douter qu'il vient de s'engager comme vedette principale d'un feuilleton qui comportera de très nombreux épisodes...

Il vient alors exposer le fait que les tournages sont en progression dans le Vieux-Montréal, l'un des seuls lieux en Amérique du Nord où on peut tourner des scènes historiques sans décors. Il est rapidement convenu, puisqu'il est impossible d'éliminer les tournages, de la nécessité d'établir des balises pour les encadrer et diminuer les nombreux désagréments pour tous ceux qui habitent ou fréquentent le quartier. Deux représentants de la Table sont donc nommés pour participer à l'exercice, de concert avec le Bureau du cinéma.

En 1995, le ton monte et, visiblement, rien n'est réglé. Il est question des tournages en août, en octobre, en novembre (un « tournage à la mitraillette » à 3h00 du matin sème l'émoi dans le quartier). En décembre, les résidants font parvenir une lettre de plainte à Sammy Forcillo. Une réunion spéciale s'ensuit, portant uniquement sur ce sujet. Pourtant, la concertation avait permis d'établir la règle suivante : pour obtenir un permis de fermeture de rue lors d'un tournage, 90% des marchands et 75% des résidants doivent avoir signé un consentement...

En 1996, un nouveau comité « d'harmonisation » est donc créé. Mais dès le mois de mars, le torchon brûle entre les intervenants et le 28 mai, l'éclatement non planifié, faut-il le dire, de 35 fenêtres lors d'une explosion dans le cadre du tournage du film « Jackal » a « des effets traumatiques chez les résidants ». M. Lafond dépose à la Table les nombreux documents réclamés par ces derniers : copie de la police d'assurance détenue par le producteur, liste de signatures, rapports des services de police et d'incendie, liste des projets de tournage, etc.

Il faut faire plus. À l'interdiction de tourner avec des explosifs s'ajoute, en septembre de la même année, celle de tourner de nuit des scènes comportant trop de bruit, notamment des coups de feu.

Nouveaux débats houleux en 1999, en 2000 (un projet pilote est alors réalisé durant l'été afin de définir un code d'éthique), 2001. Tant de constance et d'efforts finissent par porter fruit et il semble que les irritants les plus criants sont progressivement mieux contrôlés.

Le 10 novembre 2003, l'assemblée de la Table est dédiée à la mémoire d'André Lafond, décédé peu de temps auparavant :

« (...) on se rappelle son enthousiasme débordant et son côté fonceur. On lui doit d'avoir placé Montréal sur le circuit des tournages américains même si cela ne s'est pas toujours fait en accord parfait avec les acteurs du Vieux-Montréal, en particulier les résidants. »

On retiendra aussi qu'il n'est pas facile d'être entre l'arbre et l'écorce, entre les intervenants du Vieux-Montréal et les producteurs, et qu'il lui a fallu déployer une patiente diplomatie.

De fait, on ne mentionne plus, par la suite, la question des tournages cinématographiques aux assemblées de la Table.

7. L'animation du Vieux-Montréal

L'animation constitue, sans nul doute, un des grands succès de concertation de la Table.

Une fois la tête hors de l'eau concernant quelques gros sujets (le Marché Bonsecours, le Festival...) la Table se montre rapidement préoccupée par l'animation du Vieux-Montréal. Des activités sont déjà organisées par les organismes culturels et les commerçants, ce qui donne lieu parfois à des prises de bec...

Mais rapidement, la nécessité de redistribuer les visiteurs dans l'espace (c'est-à-dire les amener ailleurs que sur la place Jacques-Cartier et dans le Vieux-Port) ou dans le temps (qu'ils viennent aussi l'automne, l'hiver et au printemps) suscite des initiatives et des projets comme les *Escapades d'hiver*, des animations à l'Halloween ou à Noël. Les institutions muséales et le

Vieux-Port sont définitivement les experts de cette problématique. Certaines animations jouissent d'une flatteuse réputation et d'une excellente notoriété comme les Symphonies portuaires ou la crèche vivante. De leurs côtés, le ministère de la Culture et des Communications et le Bureau de promotion par exemple, publient un calendrier d'activités et offrent un soutien financier aux intervenants du Vieux-Montréal.

Encore faut-il apprendre à travailler ensemble et à se coordonner. C'est plus facile à dire qu'à faire et il faudra quelques années pour y parvenir.

La lecture des comptes rendus permet de constater que le mois de février semble le plus propice pour le sujet de l'animation. En février 2000, une assemblée est consacrée toute entière à la question, l'objectif étant de :

«(...) réaliser un calendrier consolidé permettant de prévenir le chevauchement des activités, les risques de situations conflictuelles et de pointer les irritants qui pourraient se produire.»

Lors de cette rencontre, chaque activité est passée en revue et coordonnée selon les besoins et les attentes des participants. Par la suite, d'année en année, on continuera de procéder à cette nécessaire harmonisation et, de fait, on constate une amélioration de la situation. Par ailleurs, l'arrivée du nouveau festival *Montréal en lumière*, a des répercussions positives sur le Vieux-Montréal. Ainsi, par exemple, les musées contribuent au festival par des activités originales, comme des visites guidées de nuit avec lampe de poche.

En février 2002, c'est un véritable Plan d'action en animation, réalisé par le groupe DBSF, qui est présenté à la Table. La recherche de financement s'avère un point crucial et, durant quelques mois, on travaille à monter un fonds de financement des projets d'animation.

Finalement, la concertation entre le ROC (Regroupement des organismes culturels) et la SDC (Société de développement commercial), fait germer l'idée d'un «Festival Montréal en histoire». Le projet consiste à organiser un événement public de 4 ou 5 jours autour de l'anniversaire de la fondation de Montréal le 17 mai de chaque année.

Complémentaire ou plus globalisante que le festival, la notion de «Quartier de l'histoire» émerge à l'occasion des *Rendez-vous de Montréal* en 2007. L'orientation adoptée :

«Accroître la concertation des partenaires publics et privés, en vue de constituer un véritable « quartier de l'histoire », qui regroupe le Vieux-Montréal, le Vieux-Port de Montréal et l'entrée du canal de Lachine.»

laisse présager une suite intéressante à cette évolution.

Une grande Table...

On ne peut parler d'une Table de concertation, qui n'existe que par l'implication de ses membres, sans évoquer les personnes qui y ont contribué de 1994 à 2008. Elles sont si nombreuses, une centaine de personnes, qu'il est impossible de toutes les mentionner, mais qu'elles soient ici chaleureusement remerciées. Par ailleurs, certaines mentions méritent d'être faites.

Ainsi, présidents et secrétaires ont été des personnes dévouées et il importe de souligner leur générosité et leur remarquable constance.

Georges Robert devient président de la Table de concertation le 30 mai 1994. Lors de cette première réunion, il exprime sa vision : «La présidence favorisera l'expression des idées, la cohésion du groupe et verra le cas échéant au colmatage des fissures.»

Il sera président jusqu'à sa démission, en octobre 1996, donc durant un peu plus de deux années.

Jean Pelletier prendra la relève pour quelques mois en 1997, puis reviendra de façon régulière pour une période de cinq années, entre septembre 1999 et novembre 2004. En 1997, 1998 et 1999, la Table aura divers animateurs ou présidents occasionnels dont André Beauchamp, Jeanne Leclerc et Louise Roy.

Anita Ramacière est nommée le 29 novembre 2004.

Gilles Morel est, sans contredit, un personnage à part. Présent depuis pratiquement les débuts de la Table, il note les questions, prend acte des récriminations, s'implique sans pour autant prendre parti. Sa contribution a été déterminante. Ses qualités d'entremetteur, de messenger et de diplomate, y sont pour beaucoup dans le succès et la longévité de la Table.

La Table de concertation constitue sans nul doute un succès et sa longévité témoigne de sa pertinence et surtout, de la ténacité de ceux qui en ont fait partie et qui, pour certains, sont toujours à l'œuvre. Bien des irritants du quartier, petits ou grands, ont trouvé des solutions, bien des dossiers ont évolué vers une issue positive et, dans tous les cas, elle a constitué une interface efficace entre les multiples intervenants de l'arrondissement historique.

Enfin, l'un des grands bénéficiaires de la Table est... le Vieux-Montréal lui-même. Il en a été relativement peu question, mais les assemblées de la Table ont constitué un forum permanent pour les projets issus des programmations successives des ententes MCC/Ville de Montréal. Les grands chantiers qu'ont été les réaménagements des places (D'Youville, Jacques-Cartier, de la Dauversière, Dalhousie, etc.) les projets du Marché Bonsecours, du Château Ramezay; le Plan lumière; les divers programmes pour soutenir l'animation, la restauration des immeubles, le développement de la petite et moyenne hôtellerie; et la liste pourrait s'allonger encore, tous ces projets ont été présentés à la Table pour être commentés et bonifiés.

Comme l'a souligné Gilles Morel lors de la 8^e Conférence mondiale des villes historiques (Montréal, octobre 2003) :

« Le premier bénéfice (de la Table) est d'avoir créé des liens forts entre des gens qui sont parfois diamétralement opposés, d'avoir bâti le respect entre eux. Le

second est d'avoir mis sur pied un canal d'information privilégié pour les citoyens. Instance ni décisionnelle, ni politique, la Table de concertation n'exprime pas d'opinion, mais permet que toutes les opinions s'expriment dans le respect et pour le bien-vivre de tous. »

Chapeau la Table!

Mario Brodeur, architecte